



Mise en œuvre des Contributions Déterminées au niveau National (CDNs) et liens avec la réforme des subventions aux énergies fossiles – Série de 4 webinaires

Webinaire numéro 4 – Lancement du Guide méthodologique et de son MOOC associé et présentation de l'étape « planifier une réforme des subventions aux énergies fossiles »

Co-organisé par ENERGIES 2050 et la DPES/DFAE de la Suisse

Jeudi 16 septembre 2021 de 13h à 14h30 GMT

Agenda

Mots d'introduction

- Mme Laura WYSS – Collaboratrice scientifique – énergie de la Division Politiques Extérieures Sectorielles (DPES) du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) de la Suisse
- M. Stéphane POUFFARY – Directeur Général – ENERGIES 2050

Présentations

- M. Stéphane POUFFARY - Directeur Général – ENERGIES 2050
 - Introduction – J-45¹ de la COP 26 – Objectif Zéro - *Race to Zero*²
- Mme Laurence HALPHEN - Référente éducation et développement durable – ENERGIES 2050
 - Présentation du Guide méthodologique - Mettre en œuvre une Réforme des Subventions aux Énergies Fossiles et lancement du MOOC associé
- Mme Mathilde PLESSIS-AMIC - Économiste – ENERGIES 2050
 - *Présentation de la phase de mise en œuvre de la réforme* (Étape 3 du *Guide méthodologique*)
- Mme Lucile DUFOUR - Conseillère principale en politiques- Institut international du développement durable (IISD)
 - Présentation de l'Initiative mondiale sur les subventions (GSI)³ de l'IISD
- Table ronde – Dynamiques d'acteurs
 - Mohamed NBOU - Directeur Climat, Biodiversité et Sécurité Alimentaire - Cités et Gouvernements Locaux Unis d'Afrique (CGLU Afrique) & Ancien Directeur Général de l'environnement du Maroc
 - Kamel DJEMOUAI – Conseiller du Groupe Africain de négociateurs climat & Expert climat senior SOAR International
 - M. Stéphane QUEFELEC - Expert énergie et environnement au sein de l'Agence Européenne de l'Environnement (AEE)
 - M. Constantin TSAKAS - Chargé de programme principal - Politiques de développement durable, Centre pour l'intégration en Méditerranée (CMI), Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS)

Inscription sur :

https://us06web.zoom.us/webinar/register/WN_en2tTR3fRj6hioaND5pubw

Après votre inscription, vous recevrez un e-mail de confirmation contenant les instructions pour rejoindre le webinaire.

¹ A la date du 16 septembre

² <https://unfccc.int/fr/action-climatique/campagne-objectif-zero> (en français) & <https://racetozero.unfccc.int/> (en anglais)

³ Titre original en anglais : Global subsidies initiative



Les participants aux différents webinaires sont prioritaires pour participer au MOOC.

Modération & Synthèse

- o M. Stéphane **POUFFARY**

Coordination

- o Mme Laurence **HALPHEN**

Une période de questions et réponses suivra les présentations. Le webinaire est enregistré. Les diaporamas et l'enregistrement seront en ligne à l'issue du webinaire.

Contact : Pour toute question, merci de contacter : webinaire@energies2050.org

A propos de l'initiative	2
Un quatrième webinaire pour lancer officiellement le Guide méthodologique et son MOOC et présenter l'étape « Planifier une réforme des subventions aux énergies fossiles	2
Rappel du contexte international	4
Retour sur les précédents webinaires	6

A propos de l'initiative

Le présent webinaire est le dernier d'une série de quatre qui s'inscrit dans le cadre des activités engagées, depuis plusieurs années, par l'association ENERGIES 2050 en partenariat avec la Division Politiques Extérieures Sectorielles (DPES) du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) de la Suisse⁴ sur le thème de la **Réforme des subventions aux énergies fossiles dans le cadre de la mise en œuvre des Contributions Déterminées au niveau National (CDNs)** autour d'activités de recherche, de formations et de séries de rencontres organisées en marge des CdP/COP (Conférences des Parties/Conferences of the Parties) et des sessions intermédiaires de négociations sur les changements climatiques.

Pour la période 2020-2021, les activités s'articulent autour de 4 webinaires qui accompagnent la réalisation d'un *Guide méthodologique* et de son MOOC associé. Des rencontres et des événements de présentation seront organisés à l'occasion de la prochaine COP26 qui se déroulera à Glasgow en novembre 2021.

Un quatrième webinaire pour lancer officiellement le Guide méthodologique et son MOOC et présenter l'étape « Planifier une réforme des subventions aux énergies fossiles

Pour introduire ce webinaire, **la première présentation** rappellera les points à l'agenda de la prochaine COP 26 qui se déroulera à Glasgow du 31 octobre au 12 novembre prochain. Le premier volume du dernier rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) publié en juillet 2021, mais aussi les derniers rapports disponibles, viendront confronter l'ambition affichée dans les CDNs révisées qui ont été soumises au Secrétariat de la Convention des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC), fin 2020 et en 2021, à la réalité du chemin restant à faire pour ramener nos trajectoires de développement sur des dynamiques compatibles avec les engagements pris en termes de réduction de nos émissions de gaz à effet de serre dans le cadre de l'Accord de Paris.

⁴ La DPES/DFAE coordonne l'engagement de la Suisse dans le groupe des « Amis de la réforme des subventions aux énergies fossiles » (« Friends of Fossil Fuel Subsidy Reform – FFFsR »).

Webinaire numéro 4 – Lancement du Guide méthodologique et de son MOOC associé et présentation de l'étape « planifier une réforme des subventions aux énergies fossiles »

Mise en œuvre des Contributions Déterminées au niveau National (CDNs) et liens avec la réforme des subventions aux énergies fossiles : Défis et opportunités dans le contexte de l'après-COVID-19 – Série de 4 Webinaires co-organisés par ENERGIES 2050 et la DPES/DFAE de la Suisse
Jeudi 16 septembre 2021 de 13h à 14h30 GMT



La **deuxième présentation** introduira le MOOC qui sera lancé fin septembre 2021 et du *Guide méthodologique* associé : *Mettre en œuvre une Réforme des Subventions aux Énergies Fossiles*.

Ces outils sont destinés aux acteurs publics mais aussi à l'ensemble parties prenantes des pays afin de les accompagner dans les phases de conception, de planification et de mise en œuvre de stratégies de réforme des subventions aux énergies fossiles. L'articulation des différents modules qui composent le MOOC et le contenu de chaque module, ainsi que le dispositif d'évaluation destiné à délivrer une attestation de réussite pour les participants, seront présentés. Globalement la démarche pédagogique s'articule autour de 3 parties. La première présente un état des lieux des subventions et leur ampleur à l'échelle mondiale en passant également en revue les différentes définitions internationales, les types de subventions, les méthodes d'estimation ainsi que l'identification des inefficacités et les impacts négatifs associés à ces subventions. La deuxième partie synthétise la méthodologie à suivre pour mettre en œuvre une réforme des subventions au travers de trois étapes :

Étape 1 *L'analyse du contexte national*

Étape 2 *La conception de la réforme*

Étape 3 *La mise en œuvre de la réforme*.

Enfin, la troisième partie présente quelques études de cas et les ressources complémentaires.

La **troisième présentation** s'intéressera plus particulièrement à la *mise en œuvre de la réforme* (Étape 3) qui constitue la dernière phase du processus de mise en place d'une réforme. Cette étape renvoie à toutes les composantes (Gouvernance, Communication, Financement, Suivi & ajustement) qui permettront de rendre possible la réalisation d'une réforme planifiée par un gouvernement. Cette étape intervient en parallèle durant tout le processus de réforme : du travail de préparation, en passant par la conception de la réforme, jusqu'à son suivi et son évaluation. En premier lieu, la création d'un espace de gouvernance partagé est indispensable pour rendre la réforme politiquement faisable. Elle repose sur une coordination interne afin d'assurer le bon processus de la réforme entre les différents acteurs publics. Elle s'adosse également à une consultation avec les parties prenantes externes dans le but de connaître leurs perceptions, leurs réalités et la faisabilité, et le calendrier des possibles options à mettre en place. Ensuite, tout processus de réforme doit s'appuyer sur une stratégie de communication afin de susciter et renforcer un large appui de la part des acteurs publics et privés et de l'opinion publique. Une bonne communication repose sur des messages clairs et adaptés en fonction du public ciblé. Cette phase, souvent sous-estimée, reste essentielle car les erreurs de perceptions et de compréhensions peuvent générer des blocages sociaux potentiellement à même de stopper le processus. Pour finir, bien que la réforme des subventions puisse offrir une marge de manœuvre budgétaire importante, les économies budgétaires ne seront réalisées qu'après l'adoption et la mise en œuvre de la réforme et elles dépendront de l'ampleur des réductions, mais aussi des processus compensatoires qui seront mis en place. Pour financer la planification et la mise en œuvre des mesures politiques, un cadre budgétaire doit être créé afin d'évaluer les besoins et de pouvoir mobiliser les ressources en conséquence. Enfin, un système de suivi et d'ajustement est essentiel afin de procéder à des réglages et de tirer parti des enseignements pour améliorer la compréhension de l'ensemble des acteurs et aboutir à de meilleurs résultats en procédant aux adaptations nécessaires. En effet, l'estimation des impacts de la suppression des subventions est rarement réussie du premier coup et elle peut différer des impacts réels. De plus, les mesures d'atténuation peuvent aussi ne pas fonctionner efficacement. Par ailleurs, des facteurs externes tels que les prix internationaux des énergies fossiles peuvent influencer la réussite de la réforme et donc impacter son calendrier de mise en œuvre.

La **quatrième présentation** présentera l'Initiative mondiale sur les subventions (*Global subsidies initiative*, GSI) mise en œuvre par l'Institut international du développement durable (IISD) et de nombreux partenaires. Cette initiative accompagne les processus internationaux, les gouvernements nationaux et les différentes parties prenantes pour aligner les subventions sur l'atteinte des objectifs de développement durable. Cette initiative joue un rôle prépondérant au niveau international dans l'estimation du soutien aux énergies fossiles,



l'évaluation des impacts économiques, sociaux et environnementaux des subventions énergétiques et les processus de réformes des subventions.

Le cinquième moment se déroulera sous la forme d'une table ronde rassemblant des acteurs avec des cadres de mise en œuvre et des réalités différentes. Il s'agira notamment de partager les visions, les dynamiques, mais aussi les objectifs affichés et les feuilles de routes associées. Les objectifs climat-énergie de l'Union Européenne et les subventions aux énergies fossiles en Europe seront rappelés ainsi que la nécessité de repenser les subventions dans la mise en œuvre des Plans de reconstruction et dans l'atteinte des objectifs climat-développement en Méditerranée. Le point de vue des négociateurs climat et les enjeux pour les pays en développement illustreront les défis mais aussi les opportunités d'agir pour les pays confrontés à un impératif de développement sous contrainte climatique et aux défis de l'adaptation. La territorialisation des dynamiques nationales permettra d'illustrer la complémentarité des échelles et l'importance d'une politique au plus près des réalités des territoires.

Ces présentations seront suivies d'un échange avec les participants.

Rappel du contexte international

2020 et 2021 resteront des années très particulières avec la crise sanitaire de la COVID-19 qui, au-delà des drames humains, a mis à mal les économies du monde entier que l'on soit dans un pays dit développé, en développement ou en transition. Les grands calendriers internationaux et notamment l'agenda politique des négociations climat ont été modifiés avec des séries de réunions « à distance » sous des formes inédites et la 26^{ème} Conférence des Parties (CdP26/COP26) de la Convention des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC), initialement prévue pour la fin 2020 et qui va se dérouler finalement du 31 octobre au 12 novembre 2021 à Glasgow.

Les économies des pays vulnérables ont été et restent les premières victimes quand les économies des pays développés mobilisent des moyens inédits dans notre histoire contemporaine pour éviter l'effondrement de leurs systèmes. Les montants sont impressionnants⁵ mais, dans le même temps, l'analyse des plans de relance témoigne d'une possible mise entre parenthèses de certains engagements environnementaux et climatiques⁶ au nom de la protection de certains secteurs d'activité et des emplois, sans toujours prendre en compte les conséquences sur les agendas du développement, de la lutte contre les changements climatiques ou de la protection de la biodiversité⁷.

⁵ Par exemple : au niveau Européen, les dirigeants de l'UE se sont mis d'accord le 21 juillet 2020 sur un ensemble complet de mesures d'un montant de 1 824,3 milliards € associant le cadre financier pluriannuel (CFP) et un effort de relance extraordinaire, Next Generation EU - Site du Conseil européen et du Conseil de l'Union européenne – Voir [en ligne] <https://www.consilium.europa.eu/fr/policies/eu-recovery-plan/>. On citera également les Etats-Unis qui ont annoncé le 9 octobre une rallonge de près de 2 000 milliards USD au plan de relance de 2 200 milliards USD déjà approuvé fin mars et rallongé de 500 milliards – Voir [en ligne] <https://information.tv5monde.com/info/1-espoir-renait-pour-un-vaste-plan-de-relance-de-l-economie-americaine-378727>

⁶ L'OCDE, dans un rapport publié le 14 septembre 2020 actualisé le 6 octobre 2020 souligne que 30 pays membres de l'OCDE et pays partenaires clefs (Afrique du Sud, Brésil, Chine, Inde et Indonésie) ont intégré dans leurs programmes ou stratégie de relance des mesures visant à soutenir la transition vers une économie plus verte. Cette même analyse souligne également que 24 gouvernements nationaux ont annoncé des mesures susceptibles d'avoir un impact négatif direct ou indirect sur les résultats environnementaux, et que l'équilibre entre les dépenses vertes et les dépenses non vertes sont en défaveur de l'environnement – Voir [en ligne] https://read.oecd-ilibrary.org/view/?ref=136_136471-p1y1ggktiv8&title=Mettre-la-relance-verte-au-service-de-l-emploi-des-revenus-et-de-la-croissance%20

⁷ Le Greenness of Stimulus Index a identifié que des mesures de relance dans 17 pays vont injecter 3 500 milliards USD dans des secteurs ayant un impact durable et significatif sur la nature et dont les effets potentiellement dommageables sur l'environnement l'emporteront sur les effets positifs dans 14 des 17 pays en question – Voir [en ligne] <https://www.vivideconomics.com/casestudy/greenness-for-stimulus-index/>

Webinaire numéro 4 – Lancement du Guide méthodologique et de son MOOC associé et présentation de l'étape « planifier une réforme des subventions aux énergies fossiles »

Mise en œuvre des Contributions Déterminées au niveau National (CDNs) et liens avec la réforme des subventions aux énergies fossiles : Défis et opportunités dans le contexte de l'après-COVID-19 – Série de 4 Webinaires co-organisés par ENERGIÉS 2050 et la DPES/DFAE de la Suisse
Jeudi 16 septembre 2021 de 13h à 14h30 GMT



Au cœur des enjeux, la transition énergétique, avec ses trois piliers complémentaires que sont la sobriété, l'efficacité énergétique et le développement des énergies renouvelables, devrait être au cœur de toutes les dynamiques pour stimuler l'innovation et promouvoir une décarbonisation transformative des sociétés avec des effets considérables en termes de développement socio-économique⁸.

En effet, le secteur de l'énergie (production et consommation) représente à lui seul plus de 75% des émissions globales de gaz à effet de serre (GES), émissions qui, d'années en années, ne cessent d'augmenter quand bien même en 2020, une légère baisse a été constatée suite à la crise sanitaire du COVID-19. Malgré la forte croissance des énergies renouvelables, la part globale des combustibles fossiles dans la demande énergétique mondiale s'élevait à 79,9% en 2018. Les émissions mondiales de CO₂ liées à l'énergie ont affiché une légère baisse (moins de 1%) en 2019 (donc avant la crise COVID-19) par rapport à 2018, principalement en raison d'une baisse des émissions du secteur de l'énergie dans les économies avancées et des conditions météorologiques plus clémentes sur les continents. Elles ont, pour autant, atteint un nouveau record historique de 33,5 GtCO₂ en 2018 avec une croissance des émissions principalement soutenue par les pays non membres de l'OCDE, principalement la Chine et l'Inde⁹. Ces chiffres sont d'autant plus inquiétants que, pour contenir le réchauffement climatique en deçà des 2°C d'ici la fin de ce siècle, chacun se souviendra qu'il faudrait laisser inexploité un tiers des réserves actuelles de pétrole, la moitié des réserves de gaz et 80% des réserves de charbon d'ici à 2050¹⁰.

Et pourtant, ces trois ressources, et plus généralement les énergies fossiles, continuent de bénéficier d'importantes subventions à leur consommation (estimées à plus de 5 200 milliards de dollars en 2017¹¹) mais également à leur exploitation et production avec des impacts très lourds sur les budgets des Etats, mais aussi au niveau mondial (le FMI évalue à 6,5% du PIB mondial le poids de notre système énergétique actuel essentiellement fondé sur les énergies fossiles fortement subventionnées). Au-delà de la problématique climatique, ces dépenses participent également à pérenniser des modèles de fonctionnement non soutenables, aussi bien sur le plan environnemental qu'économique et social.

Dans ce contexte particulier, cinq ans après la signature de l'Accord de Paris (AP), la mise en place des plans de relance et l'actualisation des Contributions Déterminées au niveau National – CDN (Nationally Determined Contributions – NDC) offrent une formidable opportunité aux Etats pour augmenter leurs engagements, concevoir et mettre en œuvre des politiques et des mesures adaptées et mobiliser les moyens associés. L'AP rappelle que les pays développés doivent afficher « *des objectifs chiffrés de réduction absolue de leurs émissions* ». L'ambition climatique doit être intégrée aux objectifs de développement pour les autres Parties, lesquelles peuvent inclure des mesures d'adaptation même si les Etats sont encouragés à « *accroître leurs efforts d'atténuation* » pour un développement résilient sobre en carbone. Les CDN des Parties en développement contiennent une contribution inconditionnelle et une contribution conditionnelle sous réserve de la mise à dispositions de moyens complémentaires. Il est prévu que chaque Partie communique, tous les cinq ans et à compter de 2020, des CDN successives toujours plus ambitieuses, et qu'un bilan mondial soit effectué en 2023 puis tous les cinq ans par la suite.

La Réforme des Subventions aux Énergies Fossiles (*Fossil Fuel Subsidy Reform – FFSR*) est donc centrale et la question de l'utilisation des moyens disponibles et des mécanismes internationaux ne peut s'envisager sans

⁸ IRENA. (2020). Perspectives mondiales pour les énergies renouvelables. Transformation énergétique 2050. *Conclusions principales*. Récupéré sur https://www.irena.org/-/media/Files/IRENA/Agency/Publication/2020/Apr/IRENA_GRO_2020_findings_FR.pdf?la=en&hash=26D9E19A8F8F6FB4121CB09501A1A8A5EB6BCB98

⁹ AIE, 2020, Statistics report – CO₂ Emissions from fuel combustion - Overview – 2020. Voir [en ligne] https://enerji.mmo.org.tr/wp-content/uploads/2020/08/IEA-CO2_Emissions_from_Fuel_Combustion_Overview_2020_edition.pdf

¹⁰ McGlade, C. & Ekins, P., 2015, *The geographical distribution of fossil fuels unused when limiting global warming to 2°C*. Nature, 517, 187–190. Voir [en ligne] <https://www.nature.com/articles/nature14016>

¹¹ IMF (2019) IMF working paper - Global Fossil Fuel Subsidies Remain Large: An Update Based on Country-Level Estimates <https://www.imf.org/en/Publications/WP/Issues/2019/05/02/Global-Fossil-Fuel-Subsidies-Remain-Large-An-Update-Based-on-Country-Level-Estimates-46509>



une profonde réforme du système énergétique, et cela est d'autant plus vrai dans le cadre des subventions inefficaces.

Retour sur les précédents webinaires

Retour sur le premier webinaire organisé le 6 novembre 2020

Le premier webinaire a permis de repositionner les enjeux de l'énergie et plus particulièrement des subventions aux énergies fossiles dans l'agenda climat international et également dans les dynamiques de reconstruction de l'après COVID-19.

Il a rassemblé :

M. l'Ambassadeur Stefan ESTERMANN, Chef de Division, Division Politiques Extérieures Sectorielles (DPES) du Département Fédéral des Affaires Etrangères (DFAE) de la Suisse a rappelé les enjeux et la nécessité d'une mobilisation forte des Etats pour donner à cette transition énergétique une réalité compatible avec l'Agenda climat international.

M. Stéphane POUFFARY, Directeur Général de ENERGIES 2050 a rappelé les montants historiques mobilisés pour des subventions avec des impacts sociétaux, environnementaux et économiques significatifs tout en précisant les contours du processus de révision des engagements des Etats-Parties et notamment de leurs CDN dans le cadre de l'Accord de Paris.

M. Thomas ANDRE, Responsable de projet et Analyste au REN 21 a présenté la situation mondiale des énergies renouvelables et les enjeux liés à l'agenda climat en soulignant le maintien de politiques toujours limitées et le soutien aux énergies fossiles trop important.

M. Déthié Soumaré NDIAYE, Conseiller Finance Climat au sein de la CEDEAO / AT Finance Climat Projet GCCA+ WA a présenté, le financement de la mise en œuvre des CDN dans les États de la CEDEAO avec un regard sur les enjeux dans le secteur de l'énergie.

M. Stéphane QUEFELEC, Expert énergie et environnement au sein de l'Agence Européenne de l'Environnement (AEE) a apporté un regard sur les objectifs climat-énergie 2030 de l'UE et sur les subventions aux énergies fossiles en Europe.

M. Constantin TSAKAS, Analyste principal en politiques à la Banque Mondiale au sein du Centre pour l'intégration méditerranéenne (CMI) & Chercheur au FEMISE a exposé la nécessité de repenser les subventions dans la mise en œuvre des Plans de reconstruction post-COVID et dans l'atteinte des objectifs climat-développement en Méditerranée.

Retour sur le deuxième webinaire organisé le 3 décembre 2020

Le deuxième webinaire de la série a présenté la notion de subvention aux énergies fossiles, en passant en revue les différentes définitions internationales et les types de subventions, d'expliquer le rôle des subventions dans la tarification des énergies fossiles et les répercussions sur l'économie et la transition énergétique.

Il a rassemblé :

Mme Laura WYSS, Collaboratrice scientifique énergie de la Division Politiques Extérieures Sectorielles (DPES) du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) de la Suisse, a rappelé les enjeux et la nécessité d'entreprendre et de renforcer les efforts des États dans la mise en œuvre d'une réforme des subventions aux énergies fossiles pour enclencher une transition énergétique juste et durable.

M. Stéphane POUFFARY, Directeur Général de ENERGIES 2050, a rappelé les montants historiques mobilisés pour des subventions avec des impacts sociétaux, environnementaux et économiques significatifs tout en précisant les contours du processus de révision des engagements des États-Parties et notamment de leurs CDN dans le cadre de l'Accord de Paris.

Webinaire numéro 4 – Lancement du Guide méthodologique et de son MOOC associé et présentation de l'étape « planifier une réforme des subventions aux énergies fossiles »

Mise en œuvre des Contributions Déterminées au niveau National (CDNs) et liens avec la réforme des subventions aux énergies fossiles : Défis et opportunités dans le contexte de l'après-COVID-19 – Série de 4 Webinaires co-organisés par ENERGIES 2050 et la DPES/DFAE de la Suisse
Jeudi 16 septembre 2021 de 13h à 14h30 GMT



Mme Silvia PARIENTE-DAVID, Senior Advisor à la Banque Mondiale au sein du Centre pour l'intégration méditerranéenne (CMI), a présenté le rôle de la fiscalité pour la décarbonisation et la relance économique post-Covid, au moyen d'une étude de cas dans l'espace Euro-Méditerranéen.

Mme Jauné VAITKEVICIUTE, Experte changement climatique et stratégies de développement bas carbone à ENERGIES 2050, a fait un rappel sur les définitions et les mécanismes des subventions aux énergies fossiles.

Mme Myriam BEN SAAD, Chercheuse associée à l'Université Panthéon-Sorbonne & Enseignante-Chercheuse au Groupe ESPI PARIS (ESPI2R), a présenté les dynamiques sectorielles et les défis de la mise en œuvre de la transition énergétique dans les pays MENA dans le contexte du Covid-19.

M. Abdoulaye DIARRA, Expert senior en évaluation de projets, Planification et Développement territorial, Économie et Finances publiques, au sein du SOAR International (Shaping Our Shared Future) au Sénégal, a présenté les subventions du secteur de l'énergie, leurs impacts sur les finances publiques et les défis pour la mise en œuvre de la CDN du Sénégal.

Retour sur le troisième webinaire organisé le 5 août 2021

Le troisième webinaire a présenté l'articulation générale du *Guide méthodologique : Mettre en œuvre une Réforme des Subventions aux Énergies Fossiles* et son MOOC associé.

Il a rassemblé :

Mme Laura WYSS, Collaboratrice scientifique énergie de la Division Politiques Extérieures Sectorielles (DPES) du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) de la Suisse, a rappelé la nécessité de renforcer les efforts des États pour réformer leurs subventions aux énergies fossiles et de ne pas renoncer définitivement aux changements politiques qui doivent avoir lieu y compris lorsque des projets de lois se heurtent à une opposition de la part de certains groupes. Le dialogue et la communication constituent des points non négligeables pour toute réforme politique.

M. Stéphane POUFFARY, Directeur Général de ENERGIES 2050, a rappelé les niveaux de soutien des subventions aux énergies fossiles à l'échelle mondiale, l'évolution des stocks mondiaux des ressources fossiles et leurs prévisions d'explorations et d'utilisation en contradiction avec les conclusions des récents travaux du GIEC, de l'Agence Internationale de l'Énergie (AIE), de l'Agence Internationale pour les Énergies Renouvelables (IRENA) et, plus généralement, de l'ensemble des acteurs impliqués dans la lutte contre les changements climatiques. Il a aussi mis l'accent sur les opportunités associées à une telle réforme dans un monde en crise climatique.

Mme Laurence HALPHEN, Référente éducation et développement Durable de ENERGIES 2050, a fait une présentation générale de l'association ENERGIES 2050 qui travaille sur la systémique du développement, pour mettre en lumière l'importance d'une approche transversale inclusive afin d'appréhender les enjeux climat-énergie-développement selon des nexus complémentaires en réponse aux objectifs et engagements pris par les États et les différentes parties prenantes. Elle a également rappelé le programme d'activités sur la réforme des subventions aux énergies fossiles en partenariat avec la Suisse et a décrit l'articulation du guide méthodologique et de son MOOC associé.

Mme Mathilde PLESSIS-AMIC, Économiste à ENERGIES 2050, a présenté les principales actions clés de l'Étape 2 du guide méthodologique relative à la conception d'une réforme des subventions aux énergies fossiles.